

## LE COMMERCE DANS LES MARCHES DES RUES DE LA VILLE DE GOMA ET SES EXTERNALITES

*Jean Paul HABINAMWISHO LUSHEKE*

Docteur et Chef de Travaux à l'institut supérieur pédagogique de Kalehe, RD Congo

Copyright © 2018 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** The small business of fixed retail, at sight; itinerant or floating, reaches the open air, along the roads, at intersections and in various places in the city of Goma.

It should be emphasized that in the DRC, the guarantor state of the nation, the welfare of the population has resigned from its responsibilities, leaving undefinable poverty throughout the country, while development as a process of self-improvement of the integral well-being of man requires the deformation of the content of this well-being in the form of state objectives.

Faced with this blatant resignation of the State from its responsibilities and the ever-increasing misery, the population has been led to develop several survival strategies for the fight against poverty. One of the most remarkable of these days and without question is the practice of so-called informal activities.

We wanted to investigate the causes of proliferation and the solutions of adequate formalization of street markets in the DRC in general and in the city of Goma, analyzing the motives which are pushing the merchants to work in the street markets on the one hand and their consequences on the socio-economic life of the users and the country.

Our investigations show that mobility is due to proximity to customers, avoidance of taxes, low capital levels and the absence of organized markets in the surrounding area. The rapid turnover of goods, the permanence of the customers, the tax evasion and finally the proximity with the suppliers and the customers are all advantages that they find there.

For commercial investment, commercial operators find that street economic activities are very beneficial because they contribute to creating employment, reducing unemployment, ensuring the survival of their households, and even absorb people unable to work in the formal. However, as far as the environmental consequences are concerned, waste is deposited in disorder in the useful and gutted environments and in sufficient quantities.

**KEYWORDS:** informal market, trade, environment, informal sector, investment.

**RESUME:** Le petit commerce de détail fixe, à vue ; ambulant ou flottant gagnent le plein air, le long des axes routiers, aux carrefours et dans divers endroits de la ville de Goma. Il faut également souligner le fait qu'en R.D.C, l'Etat garant de la nation, du bien-être de la population a démissionné devant ses responsabilités, laissant régner à travers le pays, une pauvreté indéfinissable alors que le développement comme processus d'amélioration du bien-être intégral de l'homme exige la déformation du contenu de ce bien être sous forme d'objectifs étatiques.

Devant cette démission flagrante de l'Etat de ses responsabilités et face à la misère qui ne cesse de prendre l'ampleur, la population a été amenée à développer plusieurs stratégies de survie pour la lutte contre la pauvreté. L'une de plus remarquables de nos jours et sans conteste, est la pratique des activités dites informelles.

Nous avons voulu chercher les causes de prolifération et les solutions de formalisation adéquate des marchés de rue en RDC en général, et dans la ville de GOMA, en analysant les mobiles poussant les marchands d'œuvrer dans les marchés de rue d'une part et relever leurs conséquences sur la vie socio-économique des usagers et du pays.

Nos investigations montrent que les mobiles s'expliquent par la proximité avec la clientèle, échappée au paiement d'impôts et taxes, le faible niveau du capital et l'absence des marchés organisés dans les environs. La rotation rapide des marchandises la permanence de la clientèle, l'évasion fiscale et enfin la proximité avec les fournisseurs et les clients sont autant d'avantages qu'ils y trouvent. Pour l'investissement dans ce genre de commerce, les opérateurs commerciaux trouvent que les activités économiques de la rue sont très bénéfiques, car elles contribuent à créer l'emploi, à réduire le chômage, à assurer la survie de

leur ménages, et même à absorber les gens incapables de travailler dans le formel. Toutefois, en ce qui concerne les conséquences sur l'environnement, des déchets sont déposés en désordre dans les milieux utiles et rigoles et en quantités suffisantes.

**MOTS-CLEFS:** marché informel, commerce, environnement, secteur informel, investissement.

## 1 INTRODUCTION

Cette recherche porte sur les marchés informels des rues et se justifie par l'importance de différentes activités qui se déroulent dans presque les grandes artères de la ville de Goma et la pression menée par la Mairie et Communes pour éradiquer ce fléau et conduire les opérateurs dans les marchés structurés où l'État peut tirer sa part et alimenter les finances de ses entités.

Le mode de vie pour tous et définit le mode de conduite de la société où l'Etat est le seul garant du pouvoir. Celui-ci, c'est-à-dire l'État, est défini comme une institution chargée de veiller non seulement à la sécurité des personnes et de leurs biens, mais aussi et surtout de leur bien-être <sup>[1]</sup>.

Pour atteindre cet ultime objectif qui résulte de ses responsabilités en matière d'allocation des ressources et de distribution du revenu, voire de stabilisation de l'économie, l'Etat a besoin des ressources financières considérables qu'il se procure par la vente de certaines prestations par fiscalité et si ces deux ressources ne suffisent pas, par emprunt<sup>2</sup>.

L'origine de l'économie informelle en RDC<sup>3</sup>, comme en Afrique, remontent à la colonisation en ce que cette dernière a introduit dans le tissu économique et social local, une dichotomie mettant en présence deux mondes : un monde restreint fait de salariés travaillant dans un système économique dont le fonctionnement est dominé par la logique et la rationalité capitalistes à l'image des sociétés occidentales et dépendants de celles-ci pour une grande part de sa survie (économique) et un grand monde d'acteurs économiques œuvrant en compte propre et constituant sa réserve de main-d'œuvre à certains égards.

Il faut également souligner le fait qu'en R.D.C, l'Etat garant de la Nation, du bien-être de la population a démissionné devant ses responsabilités, laissant régner à travers le pays, une pauvreté indéfinissable alors que le développement comme processus d'amélioration du bien-être intégral de l'homme exige la déformation du contenu de ce bien être sous forme d'objectifs étatiques. De là, leur réalisation requiert l'identification et la coordination des moyens et des stratégies d'intervention en fonction de besoins ressentis.

Devant cette démission flagrante de l'Etat de ses responsabilités et face à la misère qui ne cesse de prendre l'ampleur, la population a été amenée à développer plusieurs stratégies de survie pour la lutte contre la pauvreté. Et cette lutte se manifeste au Congo de façon multiple et variée. L'une de plus remarquables de nos jours et sans conteste, la pratique des activités dites informelles.

La législation et la réglementation économique et commerciale en vigueur dans notre pays édictent un certain nombre d'obligations pour les opérateurs économiques. S'agissant particulièrement de l'exercice du commerce, les conditions suivantes doivent être de stricte observation<sup>4</sup> : Etre constitué dans les formes du code de commerce ; Etre immatriculé au registre de commerce ; Tenir une comptabilité régulière et rigoureuse ; Conserver soigneusement et dans l'ordre, les archives et les inventaires ; Disposer d'un numéro d'identification nationale ; Etre détenteur d'une patente (petit commerce) Il se dégage de ce qui précède que le respect de ces conditions légales, place l'opérateur économique dans une relation régulière vis-à-vis des formes édictées par le législateur. C'est pourquoi une telle entreprise est dans le secteur formel.

<sup>[1]</sup> ROUSSEAU J. J. *Du contrat social*, éd, Larousse, Paris, 1973 ; p27

<sup>[2]</sup> WEBER L, *l'Etat, acteur économique*, 2<sup>e</sup> éd, économique, Paris, 1991, 163

<sup>[3]</sup> MBAYA MUDIMBA et FRIEDHELM STREIFFELER, *Secteur informel au Congo Kinshasa ; Stratégies pour un développement endogène*, EUA, Kinshasa, 1999, pp.201-202

<sup>[4]</sup> .BUABUA WA KAYEMBE, *la fiscalisation de l'économie informelle au zaïre*, P.U.Z, Kinshasa.1995, pp.11-12.

Pour BUABUA WA KAYEMBE, le secteur informel est toute activité économique entreprise en dehors des exigences légales et qui échappe aux mécanismes de contrôle de l'Etat<sup>5</sup>.

G VERHAEGEN, définit le secteur informel comme toute activité économique, spontanée échappant en grande partie à l'administration, en marge souvent des obligations légales non recensées dans les statistiques officielles bénéficiant rarement des activités promotionnelles de l'Etat<sup>6</sup>. D'une manière positive, le secteur informel regroupe les activités monétaires exercées par les petits commerçants ; les colporteurs, des cireurs de chaussure des artisans et divers groupes des sous employés des grandes villes.<sup>7</sup>

Bien que le pouvoir public parvienne quelque fois à lui imposer et à lui fixer quelques éléments de repérages, ce n'est pas un combat gagné, s'il faut reprendre les termes de G. BARTELEMY<sup>8</sup>. La plupart d'auteurs considèrent qu'il s'agit des activités qui se développent sous forme de sous-emploi, du ménage caché souvent en relation avec les paysans expulsées de leurs terres et le nombre des travailleurs agricoles qui ne trouvent pas de travail mais aussi avec l'accroissement démographique des milieux populaires urbain<sup>9</sup>. En définitive, c'est l'incapacité de l'Etat de répondre aux besoins fondamentaux de la population dans le domaine de l'emploi, de la santé du logement ; de l'éducation qui est à l'origine du foisonnement du secteur informel. L'importance du secteur informel est telle qu'aujourd'hui nul ne peut ignorer sa place dans l'économie<sup>10</sup>

En République Démocratique du Congo, l'importance de ce secteur surtout sous la forme du petit commerce n'est plus à démontrer. En effet, du politicien à l'homme de la rue, de l'intellectuel à l'analphabète, de l'Etat à l'individu, du citadin au paysan, tout le monde est soit opérateur, soit bénéficiaire des biens, de services fournis par ce secteur. L'informel agit aussi à la fois comme support de sécurité et amortisseur des chocs sociaux.

Ainsi, il sied de souligner que ce secteur de l'informel a pris son envol en RDC du fait de la situation du non fonctionnement des structures de l'économie formelle. Les congolais se sont lancés dans différentes sortes de débrouillardise imaginables. Si bien qu'aujourd'hui, le pays vit grâce à ces activités.

Il se fait que ces activités de l'économie informelle qu'exercent les congolais sont confrontées à d'énormes difficultés de financements, la plus part de ceux qui évoluent dans ce secteur, travaillent pour leur propre compte.

Le secteur informel est constitué non seulement de l'artisanat, du petit commerce, des petites et moyennes entreprises non formellement identifiées par l'Etat, mais également des opérateurs économiques qui se livrent à des activités lucratives échappant à l'imposition.

Ce secteur existe dans toutes les économies modernes du monde entier et chaque gouvernement s'emploie à l'épargner, à la promouvoir en vue de le focaliser.

KALONJI NTALAJA affirme que plus un pays est sous développé, plus importante est la part de l'économie informelle dans le PIB. Cette proposition implique que dans cette catégorie de pays, la faiblesse du système de gestion macro-économique serait un des facteurs permissifs de l'ampleur de l'économie informelle. Aussi, le sous-développement et l'extension de l'économie informelle ne refléteraient qu'une même réalité être tenue par la qualité managériale de l'Etat<sup>11</sup>.

Au fur et à mesure que la RDC s'enfonçait dans une crise profonde touchant plusieurs aspects : social, politique, agricole, économique..., la problématique de l'économie informelle prenait dans les mêmes proportions, une ampleur exceptionnelle naturelle dont les effets n'ont pas épargné la fiscalité.

Le secteur informel regroupe des agents économiques qui échappent toujours au recensement officiel des opérateurs économiques, il a un caractère non légal, ne respecte ni règlements fiscaux (il échappe à toute imposition), ni ceux du travail (heures supplémentaires, salaire minimum, sécurité, hygiène, réglementation relative à la concurrence loyale, pension, etc....).

---

[5] *Idem* p17

[6] VERHAEGEN (G), « rôle du secteur dans le développement économique du zaïre », in revue CADICEC-INFO, n°44, 4<sup>ème</sup> trimestre, 1985, p37.

[7] DIJK, *Le secteur informel de OUAGADOUGOU*, éd. Harmattan, Tome II, Paris, 1986, p.77

[8] BARTELEMY, *Artisan et développement*, éd. collection des ateliers de développement n°8

[9] Ferdinand Vincent : *finance autrement les associations et ONG de développement du tiers monde*, IRED, p249

[10] G. VERHAGEN, *Op. Cit.*, p.40

[11] KALONJI NTALAJA, « l'économie informelle dans le tiers monde à l'échelle planétaire, les deux faces de Janus », in notes de conjonctures, *manuel d'analyse économique*, Avril-Mai, 1995 p.15.

Ces activités sont les produits de l'imagination créatrice populaire dans la satisfaction des besoins spécifiques nés de l'urbanisation, face à l'incapacité de l'Etat dans une période de crise à fournir un travail rémunéré légal à l'ensemble de la main d'œuvre disponible.

L'Etat a une attitude ambiguë face à ce secteur, oscillant entre la répression et la tolérance<sup>12</sup>. Toute activité économique de service ou de création de revenu est qualifiée d'informel, lorsqu'elle est entreprise explicitement ou implicitement en dehors de certaines normes de régulation ou du comportement convenu<sup>13</sup>.

Les conséquences de l'économie informelle, pour la plupart des auteurs sont unanimes pour épingler parmi les conséquences de l'économie informelle, le fait de priver, l'Etat de ses ressources, d'après JANET MAC GAFFEY, l'informel donne lieu à l'évasion fiscale généralisée, le mépris des lois, et tout cela s'oppose à la légitimité de l'Etat et le morale de l'administration<sup>14</sup>. Cependant il sied de relever que le développement du secteur entraîne des effets aussi bien sur le plan fiscal que socio-économique.

Outre ses conséquences au plan fiscal dont certains trouvent l'explication dans la lourdeur des impôts en vigueur, il convient d'en relever d'autres aux plans économique et social.

Au plan économique, l'informel se traduit notamment par le non rapatriement des devises, la difficulté d'accès au système bancaire, la thésaurisation, la rétention de stock, la fixation de prix fantaisistes. Choses qui peuvent entraîner un profond dérèglement des fondations de l'économie nationale. Les externalités des marchés des rues sur leur environnement est remarquable voire lors de l'implantation d'une activité quelconque a toujours eu des répercussions, mieux des effets fastes ou néfastes sur son environnement. D'où la nécessité d'insister sur la prise en charge de l'environnement du marché car la santé de ses acteurs en dépend.

L'environnement est une préoccupation majeure non seulement des pays riches mais et surtout des pays pauvres. Aujourd'hui l'homme est considéré comme une espèce vivante faisant partie d'un système complexe de relation et d'inter relation avec son milieu naturel. Il en résulte que toute action humaine a des effets directs ou indirects cachés.

Il s'agit d'une situation économique dans laquelle l'acte de consommation ou de production d'un agent influe positivement ou négativement sur la situation d'un autre agent non impliqué dans l'action, autrement que par l'intermédiaire des prix du marché. Les externalités tiennent à des phénomènes tels que la pollution, le bruit ou l'encombrement.

Les externalités négatives représentent les situations où un acteur économique est défavorisé par l'action de tiers sans qu'il en soit compensé. Tel est le cas de l'installation d'une usine d'incinération d'ordures ménagères à proximité d'un quartier d'habitation.

Eu égard à ce qui précède, que peut-on faire alors pour minimiser l'informel tout en organisant les marchés de la rue en RDC ?

D'une manière générale, cette recherche a comme objectif de chercher les causes de prolifération et les solutions de formalisation adéquate des marchés de rue en RDC en général, et dans la ville de GOMA, en particulier et spécifiquement :

- Analyser les mobiles poussant les marchands d'œuvrer dans les marchés de rue
- Relever leurs conséquences sur la vie socio-économique du pays.

Pour répondre à la préoccupation managériale de minimiser l'informel tout en organisant (formalisant) les marchés de la rue en RDC, une question de recherche importante a été formulée :

Quels sont les mobiles poussant les marchands d'œuvrer dans les rues et est-ce que les externalités du commerce des rues peuvent-elles contribuer à justifier ou rejeter ce type de commerce ?

Au regard de la question précédemment évoquée, nous estimons que les activités des marchés informels des rues dans la ville de Goma sont dues aux conditions socioéconomiques dont la pauvreté ; le chômage, la non application de la loi, l'exode

<sup>[13]</sup> MULUMA MUMANGA, « le secteur informel et l'économie sociale de marché, cas de la ville de Kisangani », in *économie sociale de marché 1992*, pp 37-48.

<sup>[14]</sup> OPANGO EKANGA, « le secteur informel, une approche globale de concept et son poids dans l'économie Zaïroise », notes de conjoncture, *manuel d'analyse économique*, n°22, Avril 1995.

<sup>[15]</sup> JANET MAC GAFFEY J., *On se débrouille ; réflexion sur la deuxième économie au zaïre*, Ed Karthala, Paris, 1993, p144.

rural d'une part et leur organisation, construction des marchés supplémentaires et bonne gestion entraineraient l'accroissement des recettes du Trésor Public et cela permettrait d'améliorer les conditions d'exploitation des marchands d'autre part

## 2 MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

La préoccupation managériale de cette recherche est de minimiser l'informel tout en organisant (formalisant) les marchés des rues dans la Ville de Goma en RDC.

L'étude a fait appel à l'aspect descriptif en faisant intervenir certains calculs statistiques. Elle a aussi revêtu la forme d'enquête (les données sont collectées sur un certain nombre de sujets sous forme de guide d'entretien semi-structuré ne permettant de grandes variations au cours du mode de questionnement).

L'étude est exploitée les méthodes mixtes (qualitatives et quantitatives dans la même étude ; et au sein de chaque sous nature, plusieurs techniques et procédures ont été utilisées pour la collecte et la nature des données). Elle est transversale, car elle décrit l'incidence d'un phénomène ou expliquer comment les facteurs sont interalliés dans une organisation à un moment donné ou précis dans le temps.

La Population d'étude est constituée par des marchands au nombre de 5892 œuvrant dans 18 quartiers se retrouvant dans 2 communes de la Ville de Goma.

Le cadre d'échantillonnage fait appel ici aux données des différents bureaux de quartiers de la ville de Goma. Les critères ayant permis de sélectionner les participants à l'étude sont suivants : Etre vendeur dans un des marchés informels de la rue ; Etre majeur ; Jouir de toutes ses facultés ; être disposé à répondre à nos questions.

Suite à la nature exploratoire de l'étude, l'échantillonnage a été de nature non-probabiliste ; et il est fait par quotas proportionnels au nombre d'opérateurs par quartier.

Partant de la technique de quotas, les nombres proportionnels ont été calculés par quartier et ont abouti par sommation à la taille de 365 individus comme illustré dans le tableau suivant :

**Tableau 1: Nombre des marchands faisant objet de notre étude**

COMMUNES	QUARTIERS	Effectifs estimés des marchands	Quotas proportionnel	Sujets à interroger
GOMA	Les volcans	120	0,020	3
	Mikeno	230	0,039	9
	Mapendo	322	0,055	18
	Katindo	250	0,042	11
	Himbi	202	0,034	7
	Keshero	300	0,051	16
	Lac Vert	315	0,053	17
	KARISIMBI	Murara	214	0,036
Kahembe		360	0,061	22
Majengo		425	0,072	30
Virunga		358	0,061	22
MabangaNord		207	0,035	8
Mabanga Sud		425	0,072	30
Kasika		390	0,067	26
Katoyi		512	0,086	45
Ndosho		614	0,104	54
Mugunga		403	0,068	28
Bujovu	245	0,041	11	
<b>TOTAL</b>		<b>5892</b>		<b>365</b>

Les données collectées sont des données primaires, issues directement des participants à l'étude. Elles furent essentiellement nominales (réponse sous forme de mots mais que l'on peut coder en chiffres pour permettre de les faire entrer en logiciels de traitement de données) et quelquefois des ratios en forme de chiffres ordinaires.

Les données ont été collectées à travers l'entretien semi-structuré, individu par individu et face à face ; les questions étaient posées par le chercheur lui-même.

Le chercheur a utilisé le questionnaire d'enquête, ayant des colonnes permettant d'enregistrer les réponses. Les questions étaient mixtes : certaines étaient dichotomiques ne permettant qu'un choix entre deux possibilités mais alors chaque choix devait être motivé.

D'autres questions étaient ouvertes pour permettre aux participants de s'exprimer librement et de permettre au chercheur pour poser tant d'autres questions pour obtenir des éclaircissements, saisir des significations et des entendements requis, mais aussi pour mieux recueillir les sentiments des participants.

Le questionnaire d'enquête a été construit autour de 3 thèmes d'étude. Il s'agit : des facteurs explicatifs de l'exercice du commerce dans la rue ; les marchés des rues et l'assainissement du milieu ; les déterminants de l'investissement dans le secteur informel

L'outil d'analyse était conçu de sorte que les données répondent à la technique « ADE-Analyse des Données Exploratoires » : les questions étaient groupées par question et sous-questions selon la signification, puis structurées et commentées dans cette logique.

### 3 PRÉSENTATION, ANALYSE DES DONNÉES ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

#### 3.1 CARACTERISATION GENERALE DES VENDEURS DES MARCHES DES RUES

À ce niveau, il s'agit de dégager les traits caractéristiques des vendeurs dans des marchés informels de rue de la ville de Goma.

Il est donc question de les catégoriser selon le sexe, l'âge, l'Etat civil, le niveau d'études ainsi que l'ancienneté dans la pratique du commerce de la rue.

Les principales caractéristiques de notre échantillon sont consignées dans les tableaux ci-après :

##### 3.1.1 CATÉGORISATION DES MARCHANDS ENQUÊTÉS SELON LE GENRE

Le tableau ci-dessous renferme des précisions sur la répartition des marchands enquêtés selon le sexe.

*Tableau 2: Répartition des enquêtés selon le sexe*

<i>Genre</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Pourcentage</i>
Masculin	146	25
Féminin	219	75
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

*Source : nos recherches de juin 2014*

Il ressort de ce tableau que 75% des vendeurs des marchés informels de la rue sont des femmes alors que les hommes représentent 25%. Nous constatons donc que la plupart des marchés informels de la rue dans la ville de Goma sont fréquentés par les femmes.

##### 3.1.2 DÉTERMINATION DE L'ÂGE DE VENDEURS

Le tableau ci-dessous renferme des précisions sur l'âge moyen de différents vendeurs concernés par l'étude.

**Tableau 3: Calcul de la tranche d'âge de vendeurs des marchés de rue**

<b>Tranche d'âge</b>	<b>Effectif</b>	<b>Pourcentage</b>
25 – 35	204	55,9
36 – 45	97	26,6
45 – 60	64	17,5
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

En parcourant ce tableau, nous constatons que l'âge de vendeurs des marchés de rue dans la ville de Goma est compris entre 25 et 35 ans, soit 55,9%. La majorité des vendeurs sont très jeunes.

### 3.1.3 CLASSIFICATION SELON L'ÉTAT CIVIL

L'état civil des marchands de la rue est diversifié comme on peut le constater en parcourant les informations consignées dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 4 : Répartition des enquêtés selon l'état civil**

<b>Etat civil</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Marié (e)	228	62,5
Célibataire	73	20
Divorcé	18	5
Veuf (ve)	46	12
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

Les informations consignées dans ce tableau montrent que 62,5% de vendeurs des marchés de rue disposent d'un statut de marié ; 20% précisent qu'ils sont célibataires ; 5 % soulignent qu'ils sont dans un état de séparation ou de divorce alors que 12,5% sont soit veuf soit veuve.

### 3.1.4 RÉPARTITION SELON LE NIVEAU D'ÉTUDE

Ci-dessous, le tableau qui soutient des vérifications sur le niveau d'études de vendeurs au sein des marchés informels de la rue dans la Ville de Goma.

**Tableau 5 : Classification des enquêtés selon le niveau d'étude**

<b>Niveau d'études</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Primaire	55	15
Secondaire et professionnel	173	47,5
Universitaire	137	37,5
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

De ce tableau, nous constatons qu'aucun vendeur n'est sans niveau d'études ; 15% de nos enquêtés s'étaient arrêtés aux études primaires ; 47,50% disposent d'un niveau d'études secondaires et 37,50% affirment avoir fréquenté l'enseignement supérieur et universitaire.

D'où, nous remarquons que la plupart des vendeurs dans des marchés informels ont un niveau d'études secondaires, ce qui nous rassure quant à la qualité des réponses qui seront émises.

### 3.1.5 DÉTERMINATION DE L'ANCIENNETÉ DANS L'EXERCICE DU COMMERCE DE RUE

S'agissant de l'ancienneté dans la pratique du commerce dans les marchés informels de la rue, le tableau ci-dessous nous renseigne à ce sujet.

**Tableau 6 : Détermination de l'ancienneté moyenne dans la pratique du commerce de rue**

Tranche d'âge	Effectif	Pourcentage
De 1 à 5 ans	211	57,8
De 6 à 10 ans	113	30,9
De 10 à 15 ans	29	8
De 15 ans et plus	12	3,3
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

De ce tableau, nous constatons que l'ancienneté dans l'exercice du commerce de rue varie entre 1 et 5 ans, soit 57,8% depuis qu'il exerce le commerce dans des marchés de rue. Ce qui montre que le phénomène des marchés de rue n'est pas nouveau dans la ville de Goma.

Après avoir dégagé le profil des agents économiques qui exercent le commerce de rue, nous pouvons à présent passer en revue les facteurs explicatifs de cette activité commerciale.

### 3.2 MOBILES À LA BASE DE L'EXERCICE DU COMMERCE DANS DES MARCHÉS DES RUES

Dans cette partie, il est question de ressortir les facteurs ou éléments ou encore « les mobiles » explicatifs de la pratique du commerce dans les marchés informels des rues.

À la question de savoir pourquoi les vendeurs enquêtés préfèrent exercer leurs activités commerciales dans les marchés informels des rues, il a été remarqué les réponses consignées dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 7 : Mobiles explicatifs de l'exercice du commerce dans les marchés des rues**

Facteurs explicatifs	Fréquence	Pourcentage
Faible niveau du capital	60	16
Activité à petite échelle	32	9
Insuffisance des places au sein des marchés organisés	25	6
Absence des marchés organisés dans les environs	50	14
Proximité avec la clientèle	110	30
Echapper au paiement d'impôts et taxes	65	19
Eviter certaines charges d'exploitation	23	6
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

En lisant les données de ce tableau, nous constatons que 30% de vendeurs enquêtés préfèrent l'exercice du commerce dans des marchés informels de la rue suite à la proximité avec la clientèle ; 19% pour échapper au paiement d'impôts, taxes et autres droits dus à l'Etat ; 16% précisent que c'est à cause du faible niveau du capital ou moyens financiers investis dans l'activité ; 14% à cause de l'absence des marchés organisés et structurés dans les environs ; 9% parce que l'activité exercée est à petite échelle ( moins importante en termes d'activités à mener) ; 6% soulignent que c'est à cause de l'insuffisance des places dans des marchés organisés et 6% pour éviter certaines charges d'exploitation( comme la location de l'étalage, le dépôt, les différentes taxes,...) dans le cas où le commerce serait exercé dans un marché formel.

De ce qui précède, nous constatons que la proximité avec la clientèle et le faible niveau du capital expliquent à grande partie la pratique du commerce dans des marchés informels de la rue dans la ville de Goma.

En effet, la plupart de ces vendeurs estiment qu'ils ont des faibles moyens financiers pour œuvrer dans des marchés organisés mais aussi ils pensent qu'il faut se rapprocher de la clientèle pour l'épargner à parcourir des longues distances.

À propos des avantages que procure l'exercice du commerce dans les marchés informels de la rue, les vendeurs enquêtés, nous ont précisé les éléments repris dans le tableau ci-après :

**Tableau 8 : Avis des vendeurs sur les avantages relatifs à la pratique du commerce dans des marchés des rues**

<b>Avantages liés au commerce de rue</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Rotation rapide des marchandises	114	31
Permanence de la clientèle	72	20
Bénéfice élevé suite à moins des charges d'exploitation	37	10
Proximité avec les fournisseurs et les clients	48	13
Evasion fiscale	70	19
Bas prix par rapport à celui des marchés organisés	24	7
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

De la lecture de ce tableau, nous réalisons que 31% des vendeurs concernés par l'étude pensent que la vente dans des marchés informels facilite la rotation ou l'écoulement rapide des marchandises ; 20% la permanence de la clientèle ; 19% estiment que ces genres des marchés facilitent l'évasion fiscale ; 13% la proximité avec les fournisseurs et les clients ; 10% soutiennent que le bénéfice est élevé car il y a moins des charges d'exploitation et 7% le prix pratiqué est bas par rapport à celui des marchés organisés.

Dans l'ensemble, les marchés informels de la rue présentent les avantages ci-dessous selon les vendeurs enquêtés : l'écoulement rapide des marchandises, la proximité avec la clientèle et l'évasion fiscale.

S'agissant des inconvénients que présentent les marchés informels de la rue, les vendeurs enquêtés ont indiqué ce qui suit :

**Tableau 9 : Avis des vendeurs enquêtés sur les inconvénients des marchés informels de la rue**

<b>Inconvénients des marchés informels</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Forte concurrence	47	13
Discrimination par le prix, le marché n'étant pas structuré	81	22
Possibilité d'accidents suite à la proximité avec la route	68	19
Précarité des conditions hygiéniques des marchandises	47	13
Manque d'installations adéquates (étalage et dépôts)	122	33
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

Ce tableau montre que 33% de l'effectif enquêté estiment que le manque d'installations adéquates constitue le principal inconvénient des marchés informels de la rue ; 22% précisent que c'est la discrimination par le prix car le marché n'étant pas structuré ; 19% la possibilité d'accidents suite à la proximité avec la route ; 13% la forte concurrence et 13% la précarité des conditions hygiéniques des marchandises à écouler.

Au regard de ce qui précède, le manque d'installations adéquates, la discrimination par les prix et la possibilité d'accidents suite à la proximité avec la route constituent les principaux inconvénients des marchés informels des rues.

Concernant les difficultés rencontrées dans la pratique du commerce de rue par les vendeurs enquêtés, dont les résultats repris dans le tableau suivant :

**Tableau 10 : Avis des vendeurs sur les difficultés rencontrées dans l'exercice du commerce des rues**

<b>Difficultés rencontrées</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Tracasseries policières et administratives	165	45
Vol	91	25
Détérioration des marchandises	42	12
Absence des dépôts et étalages	20	5
Accidents à répétition car à proximité des trottoirs	47	13
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

Il ressort de ce tableau que 45% précisent que les tracasseries policières constituent la principale difficulté rencontrée dans la vente aux marchés informels de la rue ; 25% pensent que c'est le vol des marchandises ou de fonds car ces endroits ne sont pas sécurisé ; 12% estiment que c'est la détérioration de la qualité des marchandises ; 13% les accidents à répétition car à proximité des trottoirs et 5% l'absence des dépôts et étalages pour les marchandises.

En somme, nous constatons que les tracasseries policières et le vol constituent les principales difficultés rencontrées par les vendeurs des marchés informels de la rue.

Après avoir analysé les facteurs explicatifs de la pratique du commerce de la rue, nous pouvons voir les implications de ces marchés informels de la rue sur l'environnement du milieu dans lequel ils sont implantés.

### 3.3 MARCHÉS DES RUES ET EXTERNALITÉS

#### 3.3.1 ASPECT ENVIRONNEMENTAL

L'objectif à ce niveau est de ressortir l'impact des marchés informels des rues sur l'environnement ou du milieu dans lequel ils sont implantés. Autrement dit, il est question d'évaluer l'externalité (effet faste et néfaste) de ces marchés sur l'environnement.

##### 3.3.1.1 SITES OÙ SONT ENTREPOSÉS DES DÉCHETS DU MARCHÉ DE RUE

Le tableau ci-dessous fournit des renseignements sur les endroits où sont généralement jetés les déchets dans les marchés informels de la rue.

**Tableau 11 : Sites où sont généralement jetés les déchets dans les marchés informels de la rue**

<b>Endroits</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Dans la nature en désordre	192	52,5
Dans les rigoles	115	31,5
Sur la voie publique	58	16
Dans une poubelle individuelle	0	0,00
Dans un dépotoir public	0	0,00
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

Ce tableau n°11 indique que 52,5% des enquêtés affirment que les déchets sont jetés dans la nature en désordre, 31,5% dans les rigoles ; 16% sur la voie publique et aucun d'eux dans des poubelles individuelles et publiques car elles n'existent pas.

##### 3.3.1.2 QUANTITÉ MOYENNE DE DÉCHETS ENTREPOSÉS PAR LES VENDEURS

En rapport avec cette préoccupation les personnes interrogées ont répondu de la manière ci-après :

**Tableau 12 : Quantité moyenne de déchets jetés par semaine et par vendeur en des endroits inappropriés**

Quantité	Fréquence	Pourcentage
Moins de 5 kilogrammes	45	45
Entre 5 et 10 kilogrammes	137	37,5
Entre 10 et 15 kilogrammes	46	12,5
Plus de 15 kilogrammes	18	5
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

Les données de ce tableau montrent que 45,00% des enquêtés ont affirmé que la quantité moyenne des déchets jetés par semaine et par vendeur en des endroits inappropriés est moins de 5Kgs ;37,50% d'enquêtés entre 5 et 10Kgs ;12,50% d'enquêtés entre 10 et 15Kg et 5% plus de 15Kgs.

### 3.3.1.3 CATÉGORIES DE DÉCHETS ENTREPOSÉS

Le tableau 13 fournit des renseignements à ce sujet.

**Tableau 13 : Les différentes catégories des déchets jetés en des endroits inappropriés dans les marchés informels**

Type des déchets	Fréquence	Pourcentage
Sachets	82	22
Cartons	14	4
Plastic	46	13
Ordures ménagères	182	50
Métaux	14	4
Les eaux usées	27	7
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

Les données consignées dans ce tableau reflètent que 50% des enquêtés entreposent des ordures ménagères à des endroits non appropriés ; 22% des sachets ; 13% des déchets plastiques ; 7% des eaux usées après nettoyage des poissons, viandes et autres ; 4% des cartons et 4% des métaux.

### 3.3.1.4 EXISTENCE DES SERVICES PUBLICS D'ÉVACUATION ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

Pour cette préoccupation, les réponses des enquêtés sont répertoriées dans le tableau suivant :

**Tableau 14 : Services publics et/ou privés actifs dans le domaine d'évacuation et traitement des déchets dans les marchés informels de la rue**

Services d'évacuation et traitement des déchets	Effectif	Pourcentage
Aucun service ne s'occupe	200	55
Le service d'hygiène et assainissement mairie de Goma	28	8
ONGD locales (des différents quartiers)	91	25
ONG RACID	46	12
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014.

Au vu des données de ce tableau, nous constatons que 55% de l'effectif enquêté soutiennent qu'il n'existe pas au sein des marchés informels de la rue un service qui s'occupe de l'évacuation et du traitement des déchets ; 25% précisent que certaines ONGD locales s'occupent de l'évacuation des déchets ; 12% soulignent que c'est l'ONG RACID qui s'en charge et 8% disent que c'est le service d'hygiène et assainissement de la mairie de Goma.

À ce qui concerne la régularité de ces services dans l'évacuation des déchets, les personnes interrogées ont répondu comme suit :

**Tableau 15 : Avis des enquêtés sur la régularité des services d'évacuation et traitement des déchets**

Réponses	Fréquence	Pourcentage
Oui	110	30,00
Non	255	70,00
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

Au vu de ce tableau, 70,00% des enquêtés ont affirmé que les services d'évacuation et traitement des déchets sont irréguliers tandis que 30,00% seulement qui ont reconnu que ces services agissent régulièrement.

À la question de savoir si les usagers des marchés informels participent à l'évacuation des déchets, nous sommes parvenus aux résultats suivants :

**Tableau 16 : Avis des enquêtés sur la participation des usagers à l'évacuation des déchets**

Avis	Fréquence	Pourcentage
Oui	137	37,50
Non	228	62,50
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

En lisant les informations de ce tableau, nous réalisons que 62,50% des vendeurs enquêtés affirment qu'ils ne participent pas à l'évacuation des déchets alors que 37,50% soutiennent qu'ils participent activement. Nous pouvons conclure que les usagers des marchés informels de la rue ne s'impliquent pas dans l'assainissement de leur environnement.

### 3.3.1.5 APPRÉCIATION DE L'ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS INFORMELS

Le tableau n°19 en est plus explicite en présentant les réponses des enquêtés à la question de savoir la manière dont ils apprécient l'environnement dans lequel ils exercent leurs activités commerciales.

**Tableau 17 : Appréciation de l'environnement des marchés informels par les enquêtés**

Appréciation	Fréquence	Pourcentage
Environnement salubre	115	31,5
Environnement insalubre	185	50,0
Environnement très insalubre	67	18,5
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

En parcourant ce tableau, nous remarquons que 50% de l'effectif enquêté soutiennent que l'environnement dans lequel ils exercent leurs activités commerciales est insalubre ; 31,5% estiment qu'il est salubre tandis que 18,5% pensent qu'il est très insalubre.

### 3.3.1.6 CONSÉQUENCES DE L'INSALUBRITÉ PUBLIQUE DANS LES MARCHÉS INFORMELS

Elles sont multiples comme on peut le constater en parcourant ce tableau.

**Tableau 18 : Avis des enquêtés sur les conséquences néfastes de l'insalubrité publique dans les marchés informels**

<b>Conséquences de l'insalubrité publique</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Pollution des eaux	24	6,5
Pollution du milieu (de l'air)	137	37,5
Bouchage des rues et voies de canalisation existantes	22	6
Recrudescence des épidémies et maladies des mains sales	182	50
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

Ce tableau indique que 50% des enquêtés ont affirmé que la recrudescence des épidémies et maladies des mains sales est la plus grande conséquence néfaste de l'insalubrité publique dans les marchés informels; 37,50% précisent que c'est la pollution du milieu (mauvaise aération, bourdonnement des insectes, mauvaise odeur,...) ; 6,5% la pollution des eaux ; 6% ont affirmé que le bouchage des rues et voies de canalisation existantes.

### 3.3.1.7 PISTES DES SOLUTIONS ENVISAGÉS POUR AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS INFORMELS DES RUES

Pour rendre salubre les marchés informels de la rue, les vendeurs enquêtés ont proposé les pistes de solution repris dans le tableau suivant :

**Tableau 19 : Avis des enquêtés sur les pistes des solutions envisagées pour assainir l'environnement des marchés informels de la rue.**

<b>Solutions envisagées</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
- Sensibiliser les usagers des marchés informels sur l'assainissement du milieu	100	27
- Construire ou aménager les poubelles publiques	119	33
- Rendre disponible les bennes et brouettes pour l'évacuation des déchets	44	12
- Valoriser les déchets qui peuvent l'être	36	10
- Sanctionner les personnes qui entreposent les déchets sur la voie publique	18	5
- Accroître le nombre des services qui s'occupent de l'assainissement du milieu.	48	13
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

Ce tableau montre que 27% pensent qu'il faut sensibiliser les usagers des marchés informels de la rue sur l'assainissement du milieu ; 33% construire les poubelles publiques ; 12% rendre disponible les bennes et brouettes pour l'évacuation des déchets ; 10% la valorisation des déchets ; 5% sanctionner les personnes qui entreposent les déchets sur la voie publique ; 13% accroître le nombre des services qui s'occupent de l'assainissement du milieu.

Après avoir analysé l'aspect relatif à l'externalité des marchés informels de la rue, passons en revue les facteurs explicatifs de l'investissement dans le secteur informel.

### 3.3.2 EXTERNALITÉS D'INVESTISSEMENT

La préoccupation à ce niveau est de passer en revue les facteurs explicatifs de l'investissement dans le secteur informel et plus particulièrement dans le commerce de la rue.

#### 3.3.2.1 FACTEURS À LA BASE DE L'INVESTISSEMENT DANS L'INFORMEL

Plusieurs facteurs sont à la base de l'investissement dans le secteur informel comme cela est repris dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 20 : Facteurs à la base de l'entrepreneuriat dans l'informel**

<b>Facteurs explicatifs</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Rareté d'emploi dans le secteur formel	100	27
Chômage caché dans l'attente d'un emploi plus rémunérateur	50	14
Incapacité de l'État à créer l'emploi	50	14
Faible niveau d'études pour exercer un emploi dans le formel	25	7
Assurer la survie du ménage	125	34
Préparer l'avenir	15	4
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

De la lecture de ce tableau, nous constatons que 34% des vendeurs au sein des marchés informels de la rue sont motivés par le souci d'assurer la survie de leurs ménages respectifs ; 27% ont investis dans ce domaine d'activité suite à la rareté d'emploi dans le secteur formel ; 7% à cause du faible niveau d'études pour exercer un emploi dans le formel ; 14% suite à l'incapacité de l'Etat à créer l'emploi ; 14 % précisent qu'ils sont en chômage caché dans l'attente d'un emploi plus rémunérateur et 4% estiment que c'est pour réparer leur avenir à partir de cette activité.

De ce qui précède, nous constatons que la survie des ménages et la rareté d'emploi justifie pour une grande part l'investissement dans le commerce informel de la rue dans la ville de Goma.

### 3.3.2.2 TYPES D'ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT AU NIVEAU DES MARCHÉS DES RUES

Les agents économiques concernés par l'étude se livrent à plusieurs formes d'activités comme nous renseigne le tableau ci-dessous.

**Tableau 21 : Types d'activités exercées au niveau des marchés des rues de la ville de Goma**

<b>Activités exercées au sein des marchés de la rue</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Pourcentage</b>
Vente de divers produits	58	16
Commerce des produits alimentaires	135	37
Vente des produits pétroliers	36	10
Distribution des matériels de la quincaillerie	75	21
Vente des aliments cuits (Restaurants)	31	8
Vente des téléphones et accessoires, cartes prépayées	30	8
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014.

De ce tableau, nous constatons que 37% de l'effectif enquêté se livrent au commerce des produits alimentaires ; 21% la distribution des matériels de la quincaillerie ; 8% l'activité des restaurants, mieux la vente des mets ou aliments cuits ; 16% la vente des produits divers ; 10% distribuent les produits pétroliers et 8 % le commerce des téléphones et accessoires mais aussi des cartes prépayées.

Dans l'ensemble, le commerce des produits alimentaires constitue la principale activité des marchés informels de la ville de Goma.

Ainsi, à la question de savoir si les vendeurs étaient prêts à abandonner les marchés informels de la rue, nous sommes parvenus aux résultats ci-après :

**Tableau 22 : Avis des vendeurs sur la possibilité d'abandonner les marchés informels de la rue**

Avis	Fréquence	Pourcentage
Oui	91	25
Non	274	75
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>100</b>

Source : nos recherches de juin 2014

En parcourant les données de ce tableau, nous constatons que 75% des vendeurs enquêtés précisent qu'ils ne peuvent pas abandonner les marchés informels de la rue car l'activité menée dans ces endroits renferme une rentabilité élevée.

Par contre, 25% sont prêts à abandonner ces endroits car selon eux, ils sont risqués en termes d'accidents, des tracasseries policières et de vol.

Après avoir passé en revue les facteurs explicatifs de l'investissement dans le secteur informel et plus précisément dans le commerce de la rue, il y a également lieu de s'interroger sur l'apport de ces activités à la survie des ménages des entrepreneurs.

### 3.3.3 COROLLAIRE SUR LES EXTERNALITÉS

Les externalités d'investissement mettent en cause le commerce des rues du moment que celles d'investissement plaident pour lui en quelque sorte.

## 4 CONCLUSION

La ville de Goma connaît une situation économique difficile du fait du cumul des différents événements qui ont secoué cette région depuis plusieurs années. Toute cette insécurité a poussé les populations à fuir les campagnes vers la ville.

En général, la population de la ville de Goma vit du commerce et l'industrie, elle est une ville commerciale.

Elle se traduit par le fonctionnement de grands magasins et dépôts, des boutiques et quelques marchés publics dont le plus grand est celui de Virunga dans le Quartier Murara. Les activités économiques de la ville restent concentrées le long des artères principales séparant les deux Communes et qui conduit vers la cité de Sake. Le champ d'application du secteur informel est trop élargi dans la ville de Goma. Son application existe dans tous les domaines susceptibles d'être organisés formellement, à savoir la santé, l'éducation, le commerce, etc.

D'après les enquêtes menées par la Division de l'économie, le petit commerce informel représente une part importante dans l'économie par rapport aux autres activités du secteur susdit. Il est suivi de l'artisanat informel et le salarial non structuré.

Le petit commerce de détail fixe, à vue ; ambulant ou flottant gagnent le plein air, le long des axes routiers, aux carrefours et dans divers endroits de la ville de Goma. Ce genre de commerce tend à récupérer toute la jeunesse non scolarisée et célibataire.

Nos investigations montrent que les mobiles poussant les marchands d'œuvrer dans les marchés des rues s'expliquent par la proximité avec la clientèle (30%), échapper au paiement d'impôts et taxes (19%), le faible niveau du capital (16%) et l'absence des marchés organisés dans les environs (14%). Les opérateurs commerciaux dans les rues pensent que les avantages qu'ils y trouvent sont : la rotation rapide des marchandises (31%), la permanence de la clientèle (20%), l'évasion fiscale (19%), et enfin la proximité avec les fournisseurs et les clients (13%)

Pour l'investissement dans ce genre de commerce, les opérateurs commerciaux trouvent que les activités économiques de la rue sont très bénéfiques, car elles contribuent à créer l'emploi, à réduire le chômage, à assurer la survie de leur ménages, et même à absorber les gens incapables de travailler dans le formel. Toutefois, en ce qui concerne les conséquences sur l'environnement, 84% des déchets sont déposés dans des désordres des milieux utiles et rigoles et en quantités suffisantes. Ceci contribue à polluer l'environnement. Telles sont les externalités du commerce des rues contribuant et justifiant ce commerce.

Les solutions aux diverses causes qui occasionnent et pérennisent le fonctionnement de ce types des marchés dans plusieurs villes de la RDC sont : l'amélioration des conditions socioéconomiques de la population congolaise, la sensibilisation des usagers des marchés informels à l'intégration des marchés formels et à l'assainissement du milieu en construisant et/ou aménager les poubelles publiques.

## REFERENCES

- [1] BUABUA WA KAYEMBE, la fiscalisation de l'économie informelle au zaïre, P.U.Z, Kinshasa.1995.
- [2] BARTELEMY, Artisan et développement, éd. collection des ateliers de développement n°8, Paris, 2012.
- [3] FERDINAND Vincent : finance autrement les associations et ONG de développement du tiers monde, IRED, Paris, 2009.
- [4] DIJK, Le secteur informel d'OUAGADOUGOU, éd. Harmattan, Tome II, Paris, 1986,
- [5] JANET MAC GAFFEY J., On se débrouille ; réflexion sur la deuxième économie au zaïre, Ed Karthala, Paris, 1993.
- [6] KALONJINTALAJA, « l'économie informelle dans le tiers monde à l'échelle planétaire, les deux faces de Janus », in notes de conjonctures, manuel d'analyse économique, Avril-Mai, 1995 p.15.
- [7] MBAYA MUDIMBA et FRIEDHELM STREIFFELER, Secteur informel au Congo Kinshasa ; Stratégies pour un développement endogène, EUA, Kinshasa, 1999,
- [8] MULUMA MUMANGA, « le secteur informel et l'économie sociale de marché, cas de la ville de Kisangani », in économie sociale de marché 1992.
- [9] OPANGO EKANGA, « le secteur informel, une approche globale de concept et son poids dans l'économie Zaïroise », notes de conjoncture, manuel d'analyse économique, n°22, Avril 1995.
- [10] ROUSSEAU.J.J. Du contrat social, éd, Larousse, Paris, 1973.
- [11] VERHAEGEN (G), « rôle du secteur dans le développement économique du zaïre », in revue CADICEC-INFO, n°44,4<sup>ème</sup> trimestre, 1985.
- [12] WEBER L, l'Etat, acteur économique, 2<sup>e</sup> éd, económico, Paris, 1991.